

Figure de proue du Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, **Christian Deblock** a eu l'amabilité de se prêter au jeu de l'examen rétrospectif sur son parcours académique. À la veille de la fin de son mandat en tant que directeur du Département, l'Institut d'études internationales de Montréal souhaitait mettre à l'honneur la trajectoire d'un professeur dont l'action a beaucoup contribué au rayonnement de l'UQAM. Portrait.

Propos recueillis par **Gauthier Mouton**.



Vous avez rédigé une thèse de doctorat à l'Université de Montréal en 1982 consacrée à la problématique de la croissance et des crises chez Marx. Si votre intérêt pour l'économie ne vous a jamais quitté, comment a évolué votre cheminement intellectuel depuis votre arrivée à l'UQAM ?

J'ai en effet conservé une grande admiration pour les travaux de Joseph Schumpeter et Karl Marx, le premier notamment pour sa contribution à penser les transformations liées au changement, à l'innovation, ce qu'il appelle la « destruction créatrice ». Et ensuite Karl Marx avec sa propre vision d'un monde centré sur une dynamique tout à fait singulière, celle de l'accumulation du capital. Tout cela est resté bien sûr à l'esprit mais dès mon arrivée à l'UQAM, c'est en côtoyant mes collègues Cary Hector et Dorval Brunelle que mes recherches se sont orientées vers l'économie politique internationale et notamment les questions d'intégration. Grâce à la collaboration étroite avec l'Université autonome nationale du Mexique, nous avons créé le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) qui s'est ensuite institutionnalisé avec l'[Observatoire des Amériques](#) puis le Centre en Études Internationales et Mondialisation, rebaptisé depuis le [Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation](#) (CEIM), dirigé par Michèle Rioux. Le CEIM a d'ailleurs

servi de marchepied à la création de l'Institut d'études internationales de Montréal.

En ce qui concerne ma trajectoire intellectuelle, mes travaux portent essentiellement, depuis un certain nombre d'années déjà, sur l'intégration régionale, requalifiée aujourd'hui sous la formule d'interconnexion, puis également sur la politique commerciale américaine, son contenu et surtout sur les idées qui la traversent. Mon prochain article à paraître a d'ailleurs pour titre : « Donald Trump : fossoyeur de l'internationalisme libéral américain ». Plus globalement, ce sont les transformations de l'économie mondiale qui m'intéressent et dans le champ de l'économie politique, les débats théoriques restent mes marottes.

Considérant la spécificité de l'UQAM dans le paysage universitaire québécois et canadien, est-ce que le fait que les approches critiques y soient développées a eu une incidence quelconque sur votre volonté d'y enseigner et faire de la recherche ?

Vous savez, avec ma formation d'économiste, c'est davantage l'économie que je cherchais à mettre de l'avant au Département de science politique. Cela étant, j'avais collaboré avec plusieurs collègues à l'UQAM, dans le cadre

notamment de la revue *Interventions critiques en économie politique* dont j'étais l'un des fondateurs. Il s'agissait déjà à l'époque de dépasser les divergences intellectuelles pour aborder l'économie politique selon une approche hétérodoxe. La revue existe encore, sous le nom [Interventions Économiques](#)¹ ; elle est devenue une revue savante qui jouit d'un lectorat international et que je codirige avec Diane-Gabrielle Tremblay (TÉLUQ).

Parmi les professeurs du Département que je connaissais, il y avait bien sûr Jacques Lévesque (je lisais ses travaux sur l'Union soviétique) et aussi Jean-Marc Piotte qui étudiait la pensée politique d'Antonio Gramsci. Je dois dire que j'ai été rapidement accepté par les collègues du Département, je m'y suis senti à l'aise et surtout, il faut souligner la grande autonomie intellectuelle qui en est l'un des traits marquants. Ce Département de science politique est enfin marqué par un pluralisme qui l'honore, qui conjugue l'excellence et laisse aussi une place à la critique.

Depuis le début de mon doctorat, je vous ai connu respectivement comme directeur scientifique du CEIM, comme professeur et désormais comme directeur du Département. Vous cumulez pour ainsi dire des statuts de chercheur mais aussi de gestionnaire. Vous évoquez l'autonomie et la liberté académique, en quoi ces postes de gestion ont pu constituer des contraintes à la conduite de vos recherches ?

« Il faut toujours que la pensée théorique débouche sur quelque chose de concret ».

Vous touchez un point sensible ! De par ma formation suivie en école de commerce, combinée à des connaissances en comptabilité, je suis familier avec la gestion mais disons que cela n'a jamais été ma tasse de thé. Je m'en suis toujours tenu loin car je souscris au « principe de Peter » selon lequel chacun atteint son point d'incompétence. Néanmoins, je ne regrette pas ma formation de commercial car elle s'est avérée utile et a utilement complété ma formation en économie. J'y ai appris à prendre des décisions, à organiser, à diriger, etc. Vous touchez un point qui me paraît très important, à savoir que ces postes de gestion m'ont aussi permis de travailler en partenariat avec les collègues, et de ce point de vue, comme je le mentionnais précédemment, il faut toujours que la pensée théorique débouche sur quelque chose de concret. C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les internationalistes américains, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas simplement de penser le monde, pour reprendre la formule de Marx, mais de le transformer. J'ai occupé les différents postes de direction selon cette perspective et c'est ainsi que l'on joue un rôle important comme chercheur mais aussi comme acteur, dans la formation des étudiants par exemple. Si je reconnais volontiers ne pas aimer les tâches administratives, je n'ai jamais répugné à les faire parce qu'elles font aussi partie du travail académique et en constituent même un pan essentiel. C'est un travail de tous les jours, un travail difficile certes, mais il faut savoir, comme lorsqu'on cultive son potager, mettre les mains dans la boue ; et je parle en connaissance de cause car j'ai la main verte.

¹ Un appel à contributions a été lancé pour le prochain numéro, *COVID-19 et travail-emploi*. Proposition d'articles (1 page) à envoyer avant le 15 juin 2020.

À titre de directeur du Département, j'ai pu d'ailleurs faire avancer un certain nombre de projets importants et cela apporte un élément satisfaisant, pas tellement comme réalisation personnelle mais comme valorisation du Département. Le Département de science politique de l'UQAM m'a apporté beaucoup de choses, il a apporté beaucoup de choses à la société québécoise, n'a eu de cesse de contribuer de manière significative au débat public, et cela, il faut le mettre de l'avant. Je me suis toujours battu pour cette cause et il faut poursuivre cet effort.

Justement, à propos de la contribution du Département dans le débat public, on assiste depuis plusieurs années à une présence médiatique plus marquée des chercheur.e.s et des professeur.e.s., en particulier à la radio et sur les plateaux de télévision. Est-ce que vous avez constaté une réelle évolution par rapport aux années 1990, par exemple, où les universitaires étaient sans doute moins consultés ?

Je ne crois pas que les professeurs étaient moins consultés auparavant. Ce qui a changé, à mon avis, c'est qu'ils répondent davantage positivement aux sollicitations. S'il y avait quelque chose de rebutant pour beaucoup de professeurs, c'était de répondre aux médias ; c'est devenu à l'inverse plus courant surtout chez les jeunes générations.

J'ai donc vécu cette transition mais, encore une fois, dans la génération qui est la mienne ce n'est pas tout le monde qui acceptait de passer à la radio ou d'aller à la télévision. Aujourd'hui, bien sûr, c'est plus courant et c'est d'ailleurs une manière de faire connaître le Département,

« L'UQAM n'a absolument rien à envier aux autres universités montréalaises [...] Il faut encourager les étudiants à se mettre davantage de l'avant ».

de marquer notre présence dans le débat public. Mais dans la vision je dirais plus classique du Département, l'influence sociale se traduit d'abord par un rôle plus marqué auprès des syndicats, des organismes sociaux voire également du personnel politique. Beaucoup de nos étudiants ont joué un rôle politique de grande importance. Parmi nos alumni, on compte par exemple un conseiller relationnel au sein du bureau de la Mairesse de Montréal, Valérie Plante, ou encore l'un des conseillers stratégiques du Premier Ministre, François Legault.

Je n'ai jamais oublié l'appel téléphonique reçu par un membre du gouvernement, il y a quelques années. Il cherchait des stagiaires et me confiait vouloir trouver des « *têtes bien faites* », c'est-à-dire quelqu'un qui est capable de travailler, capable de se retourner rapidement, capable de comprendre des problèmes, et surtout d'apporter des réponses ! C'est une chose que les étudiants ont parfois du mal à comprendre : les politiciens veulent des solutions tout de suite, des réponses immédiates, et si, quand vous arrivez dans leur bureau, vous n'êtes pas capables de répondre à une question, ne serait-ce par la négative, alors vous ne faites pas long feu. C'est un point sur lequel on peut jouer un rôle important, dans la formation d'une pensée critique et cela a toujours été le cas à l'UQAM. Au départ, on pouvait qualifier la pensée

uqamienne de nationaliste et de marxiste mais aujourd'hui sa position se situe plus à gauche, féministe, anarchiste, etc. Cette influence du Département est restée pour en quelque sorte orienter le débat politique et cela ne passe pas

nécessairement par les médias parce que le

temps d'antenne est très limité, c'est un exercice de concision.

Pour vous donner plusieurs exemples de l'influence de notre Département, la série de colloques institutionnels organisée par Claude Corbo [recteur de l'UQAM entre 1986 et 1996] sur les grands personnages politiques du Québec continue d'avoir un impact considérable. L'initiative de Jean-Pierre Beaud de mettre sur pied les conférences « [Le monde aujourd'hui](#) », réunissant des politologues réputés pour dresser un portrait d'une région du monde ou analyser l'actualité internationale, a aussi touché un large public. C'est la mission première de l'UQAM au moment de sa création : rendre le savoir accessible au plus grand nombre, notamment à des adultes n'ayant pas eu la chance de fréquenter l'université. Enfin, l'[École d'été](#) que j'ai créée avec mes collègues Stéphane Paquin (ENAP) et Benoît Chalifoux (ESG-UQAM) rejoint tous les ans plus de 150 personnes, et encore, le nombre est limité par la taille des amphithéâtres. C'est une occasion unique pour les étudiants d'être en contact avec des spécialistes des négociations commerciales, d'anciens ministres et diplomates, des professeurs renommés, etc.. Notre réseau s'est élargi grâce aussi à l'[Organisation internationale de la francophonie](#) (OIF) avec laquelle nous avons une entente pour transmettre le savoir dans l'espace économique francophone. J'insiste là-dessus, ce sont les impacts qu'on peut avoir, et il ne faut pas les sous-estimer.

Le succès de ces différents projets montre également l'engagement des étudiants à l'UQAM...

...Oui c'est vrai, même si je constate encore un certain malaise de la part des étudiant.e.s

à se mettre de l'avant, à être fiers de ce que l'on fait. C'est un phénomène propre à l'UQAM et contre lequel je lutte depuis des années. Il ne s'agit pas évidemment de prendre la grosse tête mais il ne faut pas non plus passer inaperçu. Comme je le dis souvent : « *Si vous le ne faites pas, d'autres le feront à votre place, alors autant que ce soit vous !* ». À ce propos, je suis particulièrement fier des lauréats des [bourses du cinquantième du Département de science politique](#). De par leurs parcours et leurs réalisations, ces étudiant.e.s ont démontré l'importance d'être des acteurs de la vie sociale et politique. Et pour être acteur, il faut être présent. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours appuyé le travail de l'IEIM ou du CEIM car c'est notre mission de former les acteurs sociaux et politiques de demain.

Parmi les nombreux étudiant.e.s que vous avez formés, est-ce que vous gardez un souvenir marquant d'une personne en particulier ?

Ah oui, tout à fait ! Je pense à Nicolas Zorn. C'était un étudiant exceptionnel qui incarne parfaitement le modèle idéal de l'UQAM comme une université de la deuxième chance. Nicolas Zorn a passé son enfance en centres jeunesse et a traversé toutes sortes de difficultés personnelles. Il s'est inscrit à l'UQAM, a suivi mes cours et j'ai dirigé son mémoire de maîtrise avec Pierre Fortin. Par sa seule volonté personnelle et une très grande capacité de travail, cet étudiant – aujourd'hui doctorant à l'Université de Montréal – a publié son mémoire en ouvrage, un ouvrage tout à fait remarquable. Il a ensuite écrit un livre qui s'intitule [J'ai profité du système. Des centres jeunesse à l'université : parcours d'un enfant du modèle québécois](#), qui est une leçon pour tous nos étudiants. Nicolas Zorn

soutient dans cet ouvrage l'idée selon laquelle c'est l'État-Providence qui l'a soutenu et que c'est en profitant des bourses et des différents programmes sociaux qu'il a pu se frayer un chemin et arriver là où il est aujourd'hui.

Mais au-delà de ce cas particulier, il faut rappeler que l'UQAM permet de nombreuses réussites que nous n'avons absolument rien à envier aux autres universités montréalaises. Par exemple, le Département de science politique possède un nombre très important de centres et de groupes de recherche, et qui sont en plus financés. Il faut le dire haut et fort ! Parmi les départements de science politique les mieux financés à travers le Canada, celui de l'UQAM se classe très bien ; et y compris au sein de l'UQAM, notre Département se classe immédiatement après les autres départements en sciences dures pour lesquels les montants de subvention sont logiquement plus élevés.

J'aimerais à présent aborder avec vous les répercussions de la crise sanitaire mondiale et en particulier leur dimension économique. Vous soulignez dans vos travaux les trois principales étapes de la mondialisation, celle de l'internationalisation, de l'intégration et désormais de l'interconnexion. Si, bien sûr, c'est un truisme de dire que la mondialisation, l'essor de la « nouvelle économie »² et l'utilisation des nouvelles technologies ont bouleversé notre monde, avez-vous l'impression que la pandémie accélère le basculement vers une interconnexion véritablement globale et numérique ?

² Le concept de « nouvelle économie » fait généralement référence aux changements qui ont résulté de la

Oui, je crois qu'on assiste à quelque chose de cet ordre. Vous savez, je travaille depuis plusieurs années sur un projet de monographie qui a pour titre : *Avant la globalisation, l'internationalisation*. Mes recherches se concentrent sur les évolutions et transformations de l'économie mondiale et c'est vrai – vous

« En science économique, l'utilisation du terme de globalisation a apporté un changement qualitatif majeur ».

venez de le rappeler – qu'on avait souligné avec Michèle Rioux, avec qui je collabore étroitement depuis de nombreuses années, un changement qualitatif majeur dans l'usage du terme de globalisation. Toutefois, ce changement qualitatif majeur n'est rien comparé à celui que l'on vit

aujourd'hui avec les changements technologiques car non seulement la globalisation a pris une autre dimension, mais c'est une page d'histoire nouvelle qui s'écrit. Les crises ont ce pouvoir de faire apparaître de manière plus saillante des phénomènes, contrairement aux périodes d'accalmie où l'on voit des tendances émerger mais ce n'est jamais très clair.

Il est certain que des bouleversements substantiels sont en cours, je vois votre bibliothèque derrière vous, vous voyez la mienne. On peut s'interroger sur l'avenir du livre au format papier, est-ce que les livres sous leur forme physique existeront encore dans 30-50 ans ? La crise actuelle accélère la numérisation et met en danger les librairies telles qu'on les connaît. C'est un sujet sur lequel nous avons d'ailleurs travaillé avec la direction des programmes de troisième cycle pour modifier la liste de lectures des examens de synthèse, en retirant de celle-ci les ouvrages

mondialisation, de l'intensification de la concurrence internationale et des innovations technologiques.

classiques, car les doctorant.e.s ne peuvent pas accéder actuellement aux bibliothèques. Donc oui, de ce point de vue, on assiste à une accélération de l'histoire.

Cette nouvelle trajectoire impacte non seulement l'accès aux livres mais aussi l'accès à l'enseignement...

...Tout à fait, cela fait près de 10 ans que l'on parle de formation à distance et les choses ont commencé à changer à l'UQAM depuis 2 ans, c'est un point sur lequel j'ai beaucoup insisté en tant que directeur du Département. Il est fini le temps d'Aristote où les professeurs se promènent en toge sur la rue Saint-Denis avec les étudiants derrière eux ! Mais nous n'avons plus le choix, il faut subitement se confronter à cette nouvelle réalité. L'Université a décidé il y a quelques semaines que le [trimestre d'automne 2020 se tiendra majoritairement en ligne et à distance](#). Le temps d'adaptation est donc relativement court, on va devoir innover et repenser les choses en profondeur, on revient à la fameuse « destruction créatrice » de Schumpeter. Mais il y a aussi la vision de Marx selon laquelle, en cette période de changements, beaucoup de choses vont être jetées à terre, des personnes vont rester sur la touche et les gens qui ne sont pas préparés seront les premières victimes de cette crise.

Si la situation actuelle impacte indéniablement la manière d'enseigner, elle peut aussi constituer un frein à l'engagement étudiant avec le fait que tout se fasse maintenant à distance...

...Oui mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille rester les bras croisés et regarder le train passer. La stratégie n'est pas d'aller

contre cette tendance, d'y résister, mais plutôt d'aller dans le sens du courant afin de s'assurer que cela fonctionne et qu'on ne débouche pas sur quelque chose d'absurde ou kafkaïesque.

Pensez-vous que cette numérisation de la science justement, à travers des conférences virtuelles, puisse ouvrir la recherche à un public élargi, diversifier les approches théoriques et les manières de penser ?

Oui mais ce n'est pas nouveau. L'interconnexion du monde a favorisé considérablement les contacts entre les civilisations mais ce sont aujourd'hui des manières de faire, des manières de voir qui sont nouvelles. Les nouvelles technologies ont de ce point de vue permis un accès phénoménal à la science et à la culture. Je vous donne un exemple concret : je travaillais sur la version anglaise d'un article bilingue et pour aller plus rapidement, j'ai utilisé le moteur Google Traduction. Vous êtes capable maintenant de traduire un texte en quelques minutes dans une autre langue avec un taux de précision d'environ 90 %, c'est formidable ! Le progrès technique engendre des bouleversements majeurs mais n'oubliez pas ce que j'ai dit tantôt : il peut aussi être un facteur discriminant pour certaines personnes qui vont être reléguées au second plan et les dégâts seront considérables. C'est important de le souligner. Et de s'en rappeler !

« D'un point de vue géopolitique, il est intéressant de constater que la Chine se sert de cette crise pour renforcer son influence à Taiwan et à Hong Kong ».

Voilà la tendance technologique qui se dégage de la crise actuelle. On

peut également penser aux répercussions géopolitiques. Prenez l'exemple de la Chine : il est intéressant de constater que Pékin se sert de cette crise comme une opportunité de renforcer son influence à Taïwan ou à Hong Kong³. On vit un moment charnière d'un point de vue des relations internationales, une période où les changements se produisent. Mais il faut prendre le contrôle de ces tendances, savoir où l'on se dirige et selon moi, à l'heure actuelle, c'est le principal problème. On ne sait pas quel est le plan. Je suis d'un naturel organisé donc j'aime raisonner en termes de plans, mais actuellement on navigue à l'aveugle, dans un contexte de très grandes incertitudes, il n'y a pas de plan de match.

Dans le domaine de la politique internationale, on assiste à un repli des États, à un retour de la souveraineté économique. Vous décrivez dans un ouvrage récent⁴ les effets que pourrait avoir la plurilatéralisation du bilatéralisme, est-ce que l'on assiste à ce phénomène ?

Pas exactement, ce n'est qu'une théorie qui a été développée par un économiste de Genève. J'ai évoqué à l'instant l'enjeu de la technologie, puis la dimension géopolitique, et il existe selon moi une troisième tendance lourde : l'individualisation du monde. Depuis près de 200 ou 300 ans, nous vivons en Occident dans une société libérale et cette crise interroge nos modes de vie selon cette approche individualiste. J'évoque encore une fois les institutionnalistes américains parce qu'ils apportent un éclairage pertinent à ce

chapitre. Il ne s'agit pas de remettre en question ce modèle de société mais d'identifier les garde-fous, les contre-pouvoirs et autres stabilisateurs, car l'on peut très bien vivre dans une société qui met l'accent sur l'individu et qui, dans le même temps, a une portée sociale ou sociétale. L'individualisme n'est pas synonyme de faire ce que l'on veut, sinon on revient à la formule de Lamennais « *Le renard libre dans un poulailler libre* ».

L'importance des programmes d'action collective va s'imposer de manière plus forte, d'autant plus que l'on traverse actuellement une période de repli, marquée par un retour en force d'un nationalisme « conservateur », notamment aux États-Unis. La politique commerciale américaine sous Donald Trump rompt avec le modèle historique de l'internationalisme. Depuis son élection, Donald Trump s'appuie sur un discours univoque centré sur l'Amérique prônant, sur le plan commercial, un rejet du multilatéralisme et de ses institutions, le recentrage du commerce sur l'économie nationale et un recours à un bilatéralisme agressif.

Ainsi, plutôt que de rêver à un hypothétique modèle collectiviste – dont l'Histoire a démontré les ravages – il me semble que, désormais, l'enjeu essentiel consiste à se projeter dans une société de plus en plus individualiste car la distanciation physique peut engendrer une forme de distanciation sociale. Mais alors que nous sommes à distance, par visioconférence, j'ai accès à votre bureau, à votre chambre, c'est assez paradoxal !

³ Le jeudi 28 mai 2020, l'Assemblée nationale populaire (ANP) chinoise a adopté la loi visant à « *sauvegarder la sécurité nationale dans la région administrative spéciale de Hong Kong* ». Urgente et indispensable aux yeux de Pékin, cette loi sur la « sûreté nationale » est

vécue par certains habitants de Hong Kong comme une atteinte à leurs libertés fondamentales.

⁴ Boulanger, Éric, Mottet, Éric et Rioux, Michèle, *Mondialisation et Connectivité. Les enjeux du commerce, de l'investissement et du travail au XXI^e siècle*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2019.

Cette crise nous invite donc à réfléchir à la manière dont on peut conserver ces idéaux d'action collective dans une société qui sera beaucoup plus dématérialisée, davantage interconnectée et encore plus individualiste. On le voit d'ailleurs apparaître en Chine avec ce qui passe à Hong Kong, c'est peut-être la grande leçon que l'on tire jusqu'à présent de cette crise. Même sous une chape de plomb, les gens veulent sortir, je l'ai constaté quand j'ai été professeur invité à l'Université des langues étrangères de Pékin, contrairement à ce que l'on pourrait croire la société chinoise est une société extrêmement individualiste.

En guise de conclusion, quels conseils donneriez-vous à une personne qui souhaiterait entreprendre un doctorat ou s'engager dans le monde de la recherche ?

Vous savez, la recette est toujours la même. Vous avez intérêt à choisir un sujet que vous aimez parce que vous allez vivre avec pendant des années, à mariner dans votre vinaigre. Il faut choisir un sujet simple également, vous connaissez la fameuse formule de Mathieu Arès « *des bons mémoires sont des mémoires déposés* », mais l'intérêt, que dis-je la passion, que vous démontrez pour le sujet va vous motiver à poursuivre. Un autre conseil,

gardez un contact avec la réalité, ne vous isolez pas ; allez travailler, donnez des cours, on apprend énormément, cela libère l'esprit et vous créez des contacts.

Je dirige un étudiant au doctorat qui va déposer sa thèse très prochainement. Il est marié, père de plusieurs enfants et travaille au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Dans le cadre de ses recherches, cela lui amène un lien avec la réalité qui est très utile. Mais il n'y a aucune trajectoire identique et encore moins linéaire. En ce qui me concerne, j'ai une formation d'économiste, je travaillais sur les cycles et je me trouve aujourd'hui au Département de science politique à consacrer mes recherches à l'économie internationale. Mais je mesure la chance qui est la mienne d'être dans l'enseignement car c'est ce que j'ai toujours voulu faire. En général, vous savez, au terme de votre thèse de doctorat ou votre mémoire de maîtrise, vous allez probablement exercer un métier assez éloigné de vos travaux mais vous aurez appris à analyser, à être capable de rebondir, à s'adapter à différents contextes et c'est je crois le plus important. Donc, pour résumer, voici mes conseils : choisir un sujet qui vous plaise, travailler sans avoir peur de relever les manches et surtout, garder un lien avec la réalité.

Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Bureau A-1540, Pavillon Hubert-Aquin
Montréal (Québec) H2L 3C5
514 987-3667
ieim@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca

UQÀM



**Institut d'études
internationales
de Montréal**

15 ans